



# Le Magnan Libéré

Hebdomadaire Togolais Satirique d'Informations et d'Analyses

N°644 du Mercredi 18 mai 2022 - 16<sup>ème</sup> année - Prix: 250 FCFA



## COVID-19 / LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

# Le Togo rouvre ses frontières terrestres

#3

### SÉCURITÉ

**Faure Gnassingbé :**  
« Le terrorisme devient un problème de la Cédéao », pas seulement du Togo »

#6



### VIE CHÈRE AU TOGO

LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT FAIT LE POINT

« Des augmentations effectuées la mort dans l'âme »

#3

Souscris à ton Forfait Net et tente de gagner

# 1.000.000F

et plein d'autres cadeaux!

4G+ \*909\* 2#

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage. Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022.

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg



NET  
GAGNANT



LE CARNET

Ce n'est pas seulement l'affaire des FDS

Aux premières heures du mercredi 11 mai 2022, partie comme un rumeur, la nouvelle s'est répandue comme une trainée de poudre dans le pays et dans le monde entier. Les Forces de Défense et de Sécurité venaient d'être attaquées au sein de l'opération Koundjouré précisément dans la localité de Kpendjal. Les FDS enregistrent malheureusement 8 morts et 13 blessés, mais comme on a pu le constater et pour certains, l'attaque a été vigoureusement repoussée, la localité sécurisée et l'intégrité territoriale du Togo maintenue. Pour les autres, l'on ne doit pas crier victoire trop tôt, parce que la résistance n'a pas été farouche comme on s'y attendait.

Pour les naïfs, rien n'a comprendre des prouesses, de la bravoure et de la capacité de nos Forces de sécurité à renverser la situation et prendre le dessus pour maintenir le cap de la sécurisation de la zone et partant de l'ensemble du pays. Ce n'est jamais facile de lutter contre une guérilla asymétrique non conventionnelle soutenue par des réseaux obscurs et qui profite de la naïveté et de la peur de certains au sein de la population. Il s'agit des hommes sans foi ni loi qui se dissimulent au sein de la population et abusent de son hospitalité. Alors halte à la polémique ! Aujourd'hui, au-delà du soutien inconditionnel à accorder aux FDS, la seule chose à faire en ces durs moments est de rester serein, de se serrer les coudes et de faciliter la tâche à l'armée en collaborant efficacement avec elle, par des dénonciations et des renseignements. Aussi, les prières de soutien aux FDS sur les terrains d'opération et aux officiers qui réfléchissent à la stratégie et aux méthodes d'alerte précoce et de réaction, sont-elles très utiles et peuvent-elles booster le moral des troupes. C'est ce qu'il faut si nous voulons que les FDS nous débarassent de cette horde.

Il faut reconnaître que cela n'a pas été facile. Il faudrait repenser la sécurisation de nos frontières et revoir le climat de confiance entre les populations civiles et les FDS souvent affectées en mission dans des localités éloignées de leurs familles. La sensibilisation doit beaucoup être de mise. L'on ne peut pas comprendre comment cette incursion de ces djihadistes s'est faite trop facilement sans que personne ne puisse lancer une alerte. Ces « fous de dieu », sont arrivés aux abords de nos frontières à dos de motos, selon des témoins, ils ont garé leurs engins à un kilomètre du village et ont traversé le village à pied pour aller assiéger un camp militaire. C'était trop facile. Et pendant trois heures de temps, ils étaient restés dans le camp. C'est après qu'ils sont repartis tranquillement reprendre leurs motos et retourner d'où ils sont venus. Pendant ce temps, le Togo déplorait des morts et des blessés dans les rangs des FDS qui, venant en renfort, sont tombés sur des mines artisanales posés par ces individus sans foi ni loi. Nous sommes en danger étant donné que nous n'avons pas pu neutraliser pas même un assaillant. Ce n'est plus le temps de rester dans les paroles. Il faut trouver des moyens matériels conséquents à nos FDS pour une riposte en cas d'attaque. Certains acteurs ont dit que ce n'est que le début du commencement. Ces gens sont venus comme un avertissement et voir si le terrain est fertile. Mais à y voir c'est comme ils n'ont pas rencontré trop de résistance. Nous devons redoubler de vigilance. Aujourd'hui, il s'agit de revoir le système de sécurisation et de collaboration afin d'éviter d'autres attaques. Ce n'est plus une guerre contre un seul pays, mais contre l'ensemble des populations de la CEDEAO. Il faut donc voir dans quelle mesure, retrouver des solutions à ce phénomène qui est en train de prendre des proportions inquiétantes dans bon nombre de pays.

MUHRF:

Des cadres municipaux de cinq communes outillés pour une gestion efficiente de leurs municipalités

La décentralisation est effective au Togo depuis 2019. Cependant des questions se posent quant aux capacités des communes à gérer les compétences qui leur sont transférées.

En vue de les doter d'outils nécessaires de gestion, le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière à travers CITAFRIC, l'Agence de développement urbain et municipal, avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers la cellule Fonds de développement Urbain (UMDF), a initié un atelier qui a mobilisé du 19 au 23 avril 2022 à Atakpamé les cadres municipaux de cinq chefs-lieux de région (Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong).

Durant cinq jours les participants ont trouvé des réponses aux besoins et à l'urgence qui se font sentir à cause du transfert graduel des compétences de l'Etat vers les collectivités à travers deux thèmes principaux : optimisation du fonctionnement des services municipaux et gestion des équipements et infrastructures.

Les cadres municipaux se sont donc imprégnés, sous la houlette des experts AGBOGBE Kokou, économiste du développement, DJEGUEMA Koffi, architecte-urbaniste, de connaissances pratiques sur les outils de planification et l'aménagement urbain, la gestion urbaine, la gestion de projets, l'organisation de la commune, le management général des collectivités locales etc... Il s'agit de thématiques liées aux principes de gestion locale

et à la bonne gouvernance pour permettre aux collectivités de dégager suffisamment de ressources pour un meilleur devenir des villes togolaises. Pour sa part le directeur de cabinet du ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, Dr. EDOH Komla a fait une communication sur le code foncier et domanial du 14 juin 2018. Ses innovations ont été passées au crible.

On retiendra entre autres que le code a mis en place de nouvelles institutions dont la commission de la gestion foncière de la commune CoGeF qui a pour mission d'assister le maire dans la gestion foncière de la commune. Autres innovations : les fonds spéciaux pour prendre en charge les expropriations et indemnisations, l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier etc... Il faut noter surtout que le code réserve une place importance aux élus locaux en lien avec l'article 7 de la loi n°2007-011 du 13 mars 2007 relative à la décentralisation aux libertés locales.

L'atelier a été marqué par des présentations alternées de débats et de travaux dirigés. Ces échanges d'expériences ont permis aux cadres municipaux de s'armer de bagages pour des actions en faveur des citoyens de leurs localités respectives. Des recommandations ont été for-



mulées à la fin des travaux. En voici quelques-unes : création, à titre expérimental, d'une direction régionale de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière (DRUHRF), dans un chef-lieu géographiquement central, et passer progressivement à la création de quatre (4) autres dans les autres chefs-lieux, renforcement de la capacité d'intervention de la DGUH par la formation, renforcement du personnel et des moyens financiers de CITAFRIC, rétablissement de l'élaboration des schémas directeurs d'aménagement d'urbanisme (SDAU) au niveau des communes ; la formation des maires et conseillers municipaux, la création d'un réseau des techniciens des communes en vue d'harmoniser les pratiques mais aussi de partager des expériences.

Au terme des travaux, le Directeur de cabinet, Dr. EDOH Komla, a, comme à l'ouverture, au nom du ministre de l'urbanisme de l'habitat et de la ré-

forme foncière, salué les participants dont la mobilisation « témoigne de leur engagement aux côtés du président de la République Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE et de tout le gouvernement pour le succès du processus de décentralisation au Togo ». Il a remercié les experts et les participants pour l'assiduité, le sérieux, la disponibilité et la sincérité dans le partage des expériences puis les a invités à mettre en pratique les connaissances acquises.

Il a renouvelé ses reconnaissances à Citafric pour l'organisation de l'atelier et a émis le vœu de voir pérenniser des formations de ce genre. Le directeur général de CITAFRIC, AIDAM Koudjo, pour sa part, a remercié les ministères présents, les experts et les participants pour leurs contributions multiformes qui ont permis la réussite de cet atelier.

ÉDUCATION : Un secteur porté à bras-le-corps par le gouvernement

Le Togo réaffirme chaque année son engagement à améliorer continuellement le système éducatif national. Du préscolaire à l'enseignement supérieur en passant par la formation professionnelle, les investissements se succèdent. Les enseignants sont recrutés, les infrastructures sont multipliées, la formation est adaptée aux besoins du marché...

Au titre de l'année 2022, l'Etat a prévu d'investir plus de 150 milliards de francs CFA dans le secteur. 85 milliards sont attribués à l'éducation préscolaire et primaire. L'enseignement secondaire général a 44 milliards, contre 09 milliards de francs pour l'enseignement technique.

Qualité de l'enseignement

Elle passe par une formation des enseignants et leur disponibilité. C'est pourquoi des Ecoles normales d'instituteurs (Eni) ont été créées. Aussi, le Projet éducation et renforcement institutionnel (Peri) a permis de former 15 000 enseignants entre 2015 et 2019.

En septembre 2021, 2 400 volontaires ont intégré la fonction publique. A ce jour, le nombre global des enseignants est estimé à plus de 41 000. Dans l'enseignement supérieur, l'effectif des enseignants de l'université de Kara est passé de 95 en 2016 à 238 en 2020.

Multiplication des salles de classe

Le pays table sur la construction de 30 000 salles de classe d'ici 2025. En attendant, 346 salles et 733 ca-

binés de latrines ont été réhabilités. 359 autres salles de classe ont été construites grâce au Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV). Des travaux pour la construction de 384 salles de classe ont été lancés le 04 avril 2022 dans le cadre de la phase 2 du Projet d'appui à la réforme des collèges (Parec 2). 25 000 tables-bancs aussi ont été mises à disposition des établissements pour la nouvelle rentrée.

Augmentation des infrastructures universitaires

L'université de Lomé a été dotée d'un nouvel amphithéâtre de 1 500 places. L'université de Kara elle, a bénéficié de 03 nouvelles infrastructures en 2020 pour un coût de 900 millions de francs CFA.

Aussi, les routes et les bâtiments ont été récemment rénovés ; les deux universités publiques ont bénéficié du Wifi Campus. Tout ceci ajouté aux Ifad et au Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) qui a déjà formé plus de 500 personnes pour un taux d'insertion de 80%, on peut conclure sans peur de se mentir que le Togo fait du chemin.

SANTÉ : Le général Yark Damehame renforce les capacités d'accueil du centre hospitalier régional de Dapaong.

Le CHR de Dapaong a réceptionné cet après-midi du Lundi 16 Mai 2022, un lot de 10 Lits d'hospitalisation neufs, tous équipés pour une prise en charge adéquate des patients de ce centre.

Ce don est l'œuvre d'un digne et brave fils de la région des Savanes, le Général YARK Damehame.

En remettant ce don au Directeur du CHR entouré pour la circonstance, de ses proches collaborateurs, Monsieur le Préfet de Tône, TCHIMBIANDJA Yendoukoa Douti, a salué ce geste qui vient s'ajouter à la longue liste des actions menées par le Général dans tous les secteurs dont les plus importants sont l'éducation, la santé etc....

Il a demandé au Dieu tout puissant de le guider, de le protéger et lui donner la force et la santé nécessaires à l'accomplissement de sa mission à la tête de ce département ministériel.

Il n'a pas manqué d'attirer l'attention de l'administration du CHR Dapaong sur la vigilance des uns et des autres sur la sécurité de ce centre qui est un centre de référence dont la fréquentation est



importante.

Pour terminer, il a remercié le Chef de l'État, son Excellence Monsieur Faure Essosimna GNASSINGBE pour la confiance placée en ce fils des savanes.

Dans son mot de remerciement, le directeur du CHR Dapaong a, au nom de tout son personnel, remercié Monsieur le Ministre pour sa constante sollicitude à l'endroit dudit centre et a promis faire un bon usage de ce don.

Les lits ont été montés et répartis dans les salles d'hospitalisation où le besoin était exprimé.

**LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES**

**Le gouvernement rouvre les frontières après deux de privation ans suite à la Covid 19**

Deux mois après la réouverture des frontières terrestres décidée par le gouvernement ghanéen, le Togo lui emboîte le pas. En effet, par communiqué interministériel (du ministre de l'administration territoriale et celui de la sécurité), le gouvernement togolais a décidé de la réouverture des frontières terrestres à partir de ce mardi 17 mai 2022 à 00h00.

Cette décision est motivée selon le gouvernement par le ralentissement de la propagation de la maladie à la covid-19. Ainsi, les frontières terrestres du Togo sont rouvertes sur l'ensemble du territoire national à compter de 00h00. « La circulation est libre pour les voyageurs sous réserve de la présentation d'une preuve de vaccination », précise le gouvernement.

La réouverture des frontières est l'une des dernières restrictions imposées par le gouvernement togolais dans le cadre de cette maladie.

On se rappelle que c'est le 20 mars 2020 que le Togo avait fermé toutes ses frontières en vue de limiter la propagation du virus à coronavirus dont le premier cas a été détecté dans le pays le 6 mars 2020. Aujourd'hui, le pays est à 37 023 cas confirmés, 273 décès, 36 731 personnes guéries et 19 cas actifs.

Le 1er août 2020, le Togo a décidé de la réouverture de ses frontières aériennes et la reprise des

vols domestiques et internationaux. Pour ce faire tous les passagers devraient se soumettre au test de dépistage. Aujourd'hui, il est loisible de se promener dans les rues du pays sans masques même si ce dernier n'est pas officiellement levé. De même, l'état d'urgence sanitaire voté par l'assemblée nationale est toujours en vigueur jusqu'en août prochain. Faut-il, rappeler que l'assemblée nationale avait prorogé l'état d'urgence d'un an alors que le gouvernement qui était dans une stratégie de la peur n'en voulait que pour six mois.

A noter que dans la lutte contre cette maladie, le gouvernement à la suite du message du président de la République le 1er avril 2020 a imposé tour à tour le couvre-feu, le bouclage des villes, le port de masque obligatoire dans les lieux publics, la limitation du nombre de passagers dans les transports en commun, la limitation du nombre de personne dans les lieux publics, l'accès à ces lieux sur présentation d'un pass-vac-

cination à défaut de la vaccination...

Il faut souligner que le Ghana avait, il y a quelques mois décider de rouvrir ses frontières. Mais cette décision du côté ghanéen posait quelques problèmes pour les commerçants et les voyageurs qui devraient rentrer au Togo. Ceux-ci se voyaient retourner du fait que le Togo n'a pas encore ouvert ses frontières. Mais aujourd'hui c'est chose faite. Etant donné que le Bénin n'avait pas fermé sa frontière terrestre, les voyageurs en provenance de l'Est rencontraient également des difficultés pour traverser du côté du Togo. Maintenant que les barrières pour permettre à la libre circulation des personnes sont tombées, tout va désormais se dérouler comme avant. Les uns et les autres avaient réclamer cette ouverture totale des frontières terrestres au regard de la baisse des contaminations de la COVID19. Ces cris ont été entendus. C'était une situation qui réduisait la libre circulation des personnes. Pour les marchandises, il n'y avait aucun problème.

Mais ceux qui ont le plus profité de cette situation ce sont les agents des forces de sécurité et de défense envoyés sur les lieux.



Ils ont eu leur part quand même et peuvent se frotter les mains bien que cette réouverture n'est pas de leur goût. Comme on le dit souvent, il y a toujours une fin en

tout. Ils doivent se contenter de ce qu'ils ont pu gagner durant ces deux années.

A.I.

**Le plan d'urgence pour la région des Savanes, l'espoir de toute une région**

**Exterminer la pauvreté, garantir un mieux-être ainsi qu'une protection sociale infaillible, ces ambitions justifient bien les initiatives en vigueur au Togo. L'une des dernières trouvailles est le programme d'urgence pour la région des Savanes, précisément dans la préfecture de Cinkassé.**



Le programme va jusqu'en 2025. Il prévoit des réalisations, estimées à plus de 16 milliards de francs CFA, destinées à renforcer la résilience des populations bénéficiaires.

**L'eau, l'électricité et la santé**

75 forages sont en cours de construction dans près de 30 localités frontalières. Des adductions d'eau potable seront construites dans toutes les bases militaires installées dans la préfecture. En matière d'énergie, il est programmé des travaux d'extension du réseau et l'électrification à court terme de plus d'une dizaine de localités. Près de 280 lampadaires solaires seront installés.

Afin d'améliorer l'accès aux soins de santé, l'Etat fera construire 02 Unités de soins périphériques à Nassiégou et Safobé tout en renforçant le plateau technique de l'USP de Sam Naba et Boadé. Quant à l'USP de Timbou, elle sera transformée en Centre médico-social (CMS). Aussi, un nouveau Centre médico-social sera construit entre Goulougoussi et Gnoaga.

**infrastructures de connectivité**

Pour le compte de l'éducation, plus de 30 nouvelles salles de classe équipées en tables-bancs seront construites dans 06 localités : Boadé, Gnoaga, Goulougoussi, Nassiégou, Sam Naba et Cinkassé. Dans le secteur agricole, 02 Zones d'aménagement agricoles planifiées (Zaap) sont en cours d'aménagement à Timbou et Goulougoussi.

Actuellement, des retenues d'eau sont construites à Sam Naba, Nassiégou, Goulougoussi, Gnoaga, Boadé, Cinkassé et Safobé.

En termes d'infrastructures de connectivité, près de 10 tronçons (plus de 150 km de pistes rurales) sont en train d'être aménagés. Ces infrastructures de connectivité vont relier et désenclaver les localités de Biankouri, Zintango, Korenzoaga, Kassou, Safobé, Natingou et Dontougou. Ces différentes interventions changeront les conditions de vie des communautés. Ce qui, une fois encore, confirme les efforts du Togo en matière de politique de développement à la base.

Education, agriculture et in-

Source : republicoftogo

**LE TOGO COMME IL VA AUJOURD'HUI**

**Le porte-parole du gouvernement fait le point : «Des augmentations effectuées la mort dans l'âme »**

**Hausse du prix de l'essence, flambée sur les produits alimentaires, inquiétudes de la population après l'attaque terroriste de la semaine dernière, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Akodah Ayéwouadan, fait le point.**

Hausse du prix de l'essence, flambée sur les produits alimentaires, inquiétudes de la population après l'attaque terroriste de la semaine dernière, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Akodah Ayéwouadan, fait le point.

**Les critiques n'ont pas manqué après la dernière hausse des prix des carburants**

Le Togo est dépendant de facteurs complètement exogènes. Nous achetons le pétrole à l'étranger et nous sommes tributaires de la hausse des cours mondiaux.

Les produits pétroliers sont subventionnés, mais à un moment, la situation n'était plus tenable.

Le gouvernement est très attentif au sort des populations. Ces augmentations sont effectuées la mort dans l'âme. Le gouvernement a tenté au maximum de contenir la flambée.

**Les mesures d'accompagnement sont-elles encore d'actualité avec la récente hausse ?**

Mécaniquement, il peut y avoir des impacts sur l'efficacité des mesures récemment prises. Le gouvernement reste très attentif à l'évolution et comme il l'a déjà fait avec beaucoup de patience, il prendra ses responsabilités s'il le faut.

**Des rumeurs circulent sur l'arrêt des subventions concernant la farine de blé**

Si c'était le cas, le gouvernement l'aurait annoncé officiellement.

L'augmentation de la farine de blé a la même cause que le carburant et ici il s'agit des conséquences du conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine.

Du coup le prix de la farine a augmenté et les conséquences se ressentent sur le prix du pain.

Des alternatives sont à l'étude car à partir de cette situation, il nous faut revoir nos habitudes de consommation pour ne pas être dépendant exclusivement de cette production de pain avec du blé.

C'est l'occasion de revoir la transformation des céréales que nous produisons au Togo.

**Deux attaques terroristes déjà enregistrées par le Togo avec dernièrement des morts d'hommes. Le Togo serait-il victime de son engagement au plan international contre les terroristes ?**

Il faut saluer la mémoire des vaillants combattants tombés au champ d'honneur.

Nous sommes dans une situation particulière, notre frontière nord est exposée aux incursions. Notre pays a très tôt pris la mesure de la situation en anticipé avec l'opération Koundjoaré.

C'est une guerre asymétrique avec des groupes d'individus très mobiles. Pas question de laisser aux terroristes la possibilité de s'installer chez nous. Les Togolais ont besoin de la paix.

Sous la houlette du chef de l'Etat, le gouvernement continuera à mobiliser les troupes pour sécuriser toutes les frontières. Il faut aussi renforcer la collaboration entre les FDS (Forces de défense et de sécurité) et la population, compte tenu du fait que les terroristes se fondent dans la population. Le renseignement est donc essentiel.



## INFORMATION À LA CLIENTÈLE

Dans le cadre de l'évolution technologique de ses services d'Internet, TOGO TELECOM informe son aimable clientèle **qu'à partir du 15/04/2022, le service Internet via les technologies WIMAX ne sera plus disponible.**

Afin de permettre aux clients concernés de continuer de bénéficier de la connexion Internet Haut Débit, TOGO TELECOM met à leur disposition ses **services fibres** et la **Rapid Box 5G** plus avantageuses comme **offres de remplacement**, selon la zone géographique de résidence.

Pour en savoir plus, **contactez le Service Clientèle au 888/119** (disponible 7 jours sur 7 de 7h à 21h).

L'Équipe TOGOCOM.

**N.B :** Les clients concernés sont informés de leur droit de dénoncer le contrat en cours sans pénalité, dans les 15 jours à compter de la réception de la présente information.

TOGO TELECOM rappelle à la clientèle concernée que l'utilisation ou l'exploitation des offres, produits et services de TOGO TELECOM confirme sa prise de connaissance et son acceptation des Conditions Générales en vigueur au moment de l'utilisation/l'adhésion.

Place de la Réconciliation - (Quartier Atchanté)  
Boite postale : 333 - Lomé - Togo

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

Téléphone : +228 22 53 44 01  
E-mail : spdgtgt@togotelecom.tg  
Site web : togocom.tg



## Encore plus proche de VOUS !!!



UNE NOUVELLE **DIVISION DU CADASTRE À TSEVIE-DAVIE**  
NON LOIN DU PÉAGE  
pour les dossiers des préfectures  
de **Zio**, de l'**Avé**, de **Yoto**, de  
**Vo** et du **Bas-Mono**

## SÉCURITÉ MARITIME

# L'UE et le Togo dans la dynamique d'un renforcement de la coopération

Par un communiqué, la Délégation de l'Union européenne et ses Etats membres au Togo renseignent de la mission conjointe de l'Union européenne et de ses Etats membres (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Portugal et Italie) conduite par le Coordonnateur principal de l'Union européenne pour la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, en séjour à Lomé du 17 au 19 mai 2022 avec pour objectif de renforcer la coopération avec le Togo sur la sécurité maritime.

D'après le document, « les navires européens ITS Rizzo (Italie) et NRP Viana do Castelo (Portugal) seront également en visite au port de Lomé dans le cadre de l'initiative européenne des Présences Maritimes Coordonnées dans le Golfe de Guinée. Le

Togo réalise d'importants efforts ces dernières années dans la lutte contre l'insécurité dans le Golfe de Guinée. Le pays a d'ailleurs accueilli en octobre 2016 un sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique. La Charte de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes signée par 35 Etats africains est le symbole de l'engagement régional et international du Togo sur l'épineuse question de la protection des mers et océans. C'est dans la droite ligne des actions menées par le Togo qu'une mission de l'Union européenne conduite par M. Nicolás Berlanga Martínez, Coordonnateur principal de l'Union européenne pour la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, séjournera à Lomé du 17 au 19 mai afin de ren-

forcer la coopération avec le Togo en matière de sécurité maritime. L'Union européenne souhaite par cette mission, réaffirmer son engagement comme partenaire important du Togo dans la lutte contre l'insécurité maritime ».

Aussi, retient-on que « le mécanisme européen de Présences Maritimes Coordonnées vise à accroître la capacité de l'Union européenne en tant que partenaire fiable et acteur de la sûreté maritime, en renforçant l'engagement opérationnel européen et en assurant une présence et une couverture maritimes permanentes dans les zones d'intérêt maritimes établies par le Conseil de l'UE, tout en promouvant la coopération et le partenariat en mer au niveau

## L'ÉVALUATION DU SYSTÈME DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

### Les travaux en cours

En fin d'année, on aura les résultats des travaux d'évaluation du système de gestion des finances publiques du Togo, annonce le ministre de l'Economie et des Finances. Les travaux d'évaluation du système de gestion des finances publiques du Togo ont débuté depuis le début de ce mois de mai 2022 et leurs conclusions seront rendues en fin d'année.

L'on retient que l'outil utilisé par les experts évaluateurs est le PEFA. Sa méthodologie a été développée en 2005 puis actualisée en 2011 et en 2016.

A ce jour, le Togo a été le premier en Afrique subsaharienne à avoir utilisé cette nouvelle méthodologie de 2016, consistant à évaluer une série d'indicateurs pertinents qui permettent d'évaluer tout le système et les processus de gestion des finances publiques y compris le partage des informations avec le public.

« La réalisation de cet exercice s'inscrit dans une démarche vertueuse impliquant les autorités togolaises et les partenaires techniques et financiers. L'objectif est d'avoir une photographie du système des finances publiques et de mesurer sa perfor-

mance. C'est un précieux outil qui aidera les autorités à élaborer ou à actualiser leur programme de réforme en vue de maintenir la discipline budgétaire, de promouvoir une allocation stratégique des ressources publiques et d'assurer une prestation efficace des services publics », indique Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances.

Le Togo a réalisé sa première évaluation du système des finances publiques en 2008. Elle est intervenue suite à la reprise en 2008 de la coopération économique et financière avec la communauté internationale.

La seconde évaluation PEFA s'est déroulée en 2016 avec l'établissement du plan d'action 2017-2021 sur la base d'une actualisation du plan d'action précédent.

La mise en œuvre des directives portant cadre harmonisé de gestion des finances publiques au sein des Etats membres de l'UEMOA traduit la gestion axée sur les résultats. Un des changements majeurs est le fait que le Togo a basculé au budget programme depuis janvier 2021.

Selon M. Yaya, « Cinq ans après l'évaluation précédente, les autorités to-

golaises s'engagent à réaliser une nouvelle évaluation du système de gestion des finances publiques pour apprécier les progrès accomplis depuis 2016 et, en même temps, pour disposer d'un diagnostic indépendant et rigoureux pouvant les aider à identifier les faiblesses et les nouveaux enjeux en vue d'actualiser le plan d'actions des réformes des finances publiques ».

Si de nouvelles thématiques émergentes se sont ajoutées à l'analyse de la gestion publique et méritent d'être prises en compte, notamment la prise en compte de la dimension genre et de changement climatique dans la gestion des finances publiques, il faut ajouter que les études portent sur un PEFA traditionnel sur la gestion des finances publiques, un PEFA genre et un PEFA climat.

Rappelons que la présente évaluation couvre les exercices 2018-2020 et vise à améliorer davantage l'assainissement de la gestion des finances publiques dans la perspective de mise en œuvre des projets portés par le Togo et contenus dans la Feuille de route gouvernementale 2025.

## MÉDIATION : L'OCI sollicite Faure Gnassingbé pour la résolution des crises sociopolitiques en Afrique de l'ouest

Après le Mali il y a quelques jours, c'est l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui vient solliciter la médiation togolaise pour la résolution des crises sociopolitiques et la consolidation de la paix et la stabilité dans la sous-région ouest africaine. Ce vendredi 13 mai 2022, le professeur Nassirou Bako-Arifari, l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'institution a été reçu par le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé.

L'émissaire de Monsieur Hissein Brahim Taha est porteur d'un message de plaidoyer de l'OCI pour l'intervention de la diplomatie to-

golaise dans la résolution des crises sociopolitiques au Mali, au Burkina Faso et en Guinée.

« J'ai transmis au Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, un message du Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique, Monsieur Hissein Brahim Taha., relatif à la situation de crise, d'instabilité dans un certain nombre de pays membres de la CEDEAO. Le Secrétaire général de l'OCI a souhaité que le Chef de l'Etat togolais mette toute son expérience, son génie de diplomate, de consensus qui est une grande tradition diplomatique du Togo afin que

nous puissions trouver les solutions consensuelles, des compromis acceptables dans les différentes crises dans la sous-région notamment au Mali, au Burkina Faso et en Guinée » a précisé le messenger de l'OCI.

Ce nouveau plaidoyer est une confirmation de l'efficacité de la diplomatie togolaise dans la résolution des crises sociopolitiques dans différents pays frères, mais aussi et surtout de l'engagement constant et constructif du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé dans la consolidation de la paix dans la sous-région et sur le continent.

## Courtes contre la montre

### Les incendies dans les marchés

C'en est de trop. Les incendies dans les marchés du Togo deviennent trop courants. Se mettre à faire une liste serait non exhaustif mais il en faut. Depuis 2013, le spectre du feu, si cela existe est en train de décimer les marchés du pays. Des dizaines de milliards partent en fumée en espèces ou en nature. Le traumatisme et les problèmes que cela crée dans les ménages, Dieu seul sait. Personne ne fait un bilan concret, pour évaluer les dégâts. Les travaux de réhabilitation, eux, traînent comme des tortues. Lundi 16 mai 2022, trois grandes boutiques de prêt-à-porter ont pris feu dans le secteur de l'EPAM. Dimanche 10 avril 2022 au soir, un incendie s'est déclaré au marché « Le Togo » de Hanoukopé, situé au centre-ville de la capitale togolaise. Une promesse de reconstruction a été déjà faite par le maire de la commune de Golfe 4, Jean-Pierre Fabre. En janvier 2022, un incendie s'est déclaré sur le site du nouveau marché en construction à Kara. Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, le marché de Kara (à 450 km au nord de Lomé) est dévasté par les flammes. Environ 48 heures plus tard, c'est au tour du grand marché de Lomé de subir le même sort. Pendant ce temps, personne n'a fait part de l'aboutissement d'un quelconque enquête avec des résultats clairs au public. Ces feux sont-ils naturels ou d'origine criminelle ? Bien malin celui qui pourra trancher sur un coup de tête.

### Le Togo se dote d'un fonds pour la culture

Au Togo, le secteur culturel poursuit sa mutation. Le gouvernement a adopté mercredi un projet de décret, actant la création d'un nouveau fonds qui remplace celui de l'aide à la culture (FAC). La nouvelle entité, dénommée 'Fonds National de Promotion Culturelle (FNPC)', doit permettre de "renforcer la chaîne de valeur culturelle à travers la professionnalisation du secteur et l'émergence de véritables industries culturelles et créatives, sources de richesses et d'emplois", conformément aux ambitions gouvernementales. "Réforme innovante" selon le ministre de la culture, le FNPC permettra en outre d'accroître les ressources et aura un plus large domaine d'intervention, ceci afin d'assurer un meilleur soutien aux acteurs du monde culturel et artistique. Pour rappel, l'ancien fonds d'aide à la culture a été mis en œuvre pendant 09 ans, avant de connaître une réforme. Au cours des trois dernières années, il a permis d'allouer près d'un milliard FCFA aux acteurs culturels.

### La politique d'investissement est en examen

Un examen de la politique d'investissement (EPI) du pays a été officiellement lancé sur la promotion d'investissements directs étrangers ce lundi 16 mai à Lomé. A travers ce lancement, le gouvernement entend renforcer les avancées rentabilisées ces dernières années en termes de promotion d'investissements directs étrangers (IDE). L'exercice, qui sera mené par la Cnuced, après une demande formelle de l'exécutif, a principalement pour objectif de mettre en place une approche ciblée, pour attirer davantage d'IDE et développer les autres régions du pays, hors Lomé. « L'EPI permettra d'identifier des leviers pour accroître l'attractivité de la destination Togo et d'explorer de nouveaux mécanismes de développement », conformément aux objectifs de politique économique nationale, explique la ministre chargée de la promotion de l'investissement, Rose Kayi Mivedor. Durant une dizaine de jours, une mission exploratoire conduite par une équipe du Cnuced ira au contact de différents acteurs (administrations publiques ou déconcentrées de l'Etat, collectivités locales, élus du peuple, secteur privé, entre autres). Un rapport est attendu, recensant les facteurs de compétitivité et le potentiel en attraction d'IDE, avant l'élaboration d'une nouvelle stratégie de promotion d'investissements axée sur le développement local.

## LE MAGNAN LIBÉRÉ

Récépissé N°0302/17/11/06/HAAC  
Casier N°35MJ BP: 81213 Lomé | Mail : iabasse@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION  
Abass ISSAKA | +228 90 16 49 87 | 90 85 85 22

RESPONSABLE COMMERCIAL  
Bertine ADJAHO | +228 90 36 97 10

INFOGRAPHIE  
LA KOM Sarl U | +228 91 08 91 02

IMPRIMERIE  
Rad Graphic Sarl U  
2 000 exemplaires



**APPEL AU RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION SÉCURITAIRE DANS LA SOUS-RÉGION**

**Faure Gnassingbé : « Le terrorisme devient un problème de la Cédéao », pas seulement du Togo »**

**L'unanimité des Togolais autour d'une cause nationale**

**L'attaque violente et meurtrière du 11 mai à Kpékpakandi au nord-Togo est survenue après une réunion de 48h des Chefs d'état-major de la CEDEAO. Réunion tenue à Accra (Ghana) la semaine d'avant et qui a réaffirmé l'importance et l'utilité de l'alliage option militaire et sensibilisation pour contrer la progression du péril djihadiste du Sahel vers la côte ouest-africaine.**

**M**ais moins d'un mois avant, le président Faure Gnassingbé déclarait le 16 avril dernier : « le terrorisme ne peut plus être vu comme un problème du Mali, du Niger ou du Burkina Faso. Cela devient un problème de la Cédéao ».

Au moins huit soldats togolais ont été tués et 13 autres blessés au poste de sécurité de Kpinkankandi, à la frontière avec le Burkina Faso dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 mai 2022. Avec cette attaque, une première d'une telle ampleur au Togo, il est désormais clair que face à un ennemi qui n'a pas de frontières, tous les États frontaliers de la sous-région devraient de toute urgence s'unir pour lutter contre le terrorisme.

**Le Conseil de l'Entente appelle au renforcement de la coopération sécuritaire dans son Espace**

Cette attaque barbare et ignoble est condamnée par les instances nationales, régionales et internationales dont le Conseil de l'Entente. Dans un communiqué rendu public le 12 mai 2022, le Secrétaire Exécutif de l'institution sous régionale condamne l'attaque, exprime sa profonde compassion et sa solidarité aux plus hautes autorités et au peuple togolais ainsi qu'aux familles des victimes. « Il souhaite un prompt rétablissement aux blessés » indique le communiqué.

Par ailleurs le Conseil de l'Entente appelle à un renforcement de la coopération sécuritaire dans l'Espace Entente. « Très préoccupé par la recrudescence de l'extrémisme violent dans le Sahel et l'expansion du phénomène vers le Littoral, le Secrétaire Exécutif du Conseil de l'Entente appelle, une fois encore, à la solidarité des Etats, au renforcement de la coopération sécuritaire dans l'Espace Entente et à l'accroissement de la synergie des actions des Organisations régionales et de leurs partenaires » conclut le communiqué du Conseil de l'Entente.

L'attaque de Kpinkankandji est la deuxième subie par le Togo en l'espace de quelques mois.

**Réaction unanime des partis politiques**

L'attaque terroriste qui a frappé le Togo dans la localité de Kpékpakandi mobilise la classe politique. A la suite du gouvernement, plusieurs partis politiques ont condamné cette expédition djihadiste qui a coûté la vie à 8 soldats togolais. UNIR, UFC, FDR, CPP,

MCD, le NET notamment ont réagi et exprimé leur solidarité aux forces de défense et de sécurité.

L'Union des Forces de Changement (UFC) a fait part de sa consternation suite à la tragique attaque terroriste à Kpékpakandi. Dans son communiqué, le parti de Gilchrist Olympio « condamne vigoureusement cet acte barbare qui met à rude épreuve le dispositif sécuritaire » du Togo.

« L'UFC s'incline devant la mémoire nos vaillants soldats disparus, souhaite un prompt rétablissement aux blessés et présente ses condoléances aux familles éplorées. En apportant son soutien aux forces de défense et de sécurité, l'UFC invite toute la population à la vigilance et à œuvrer pour pérenniser la paix chèrement acquise », lit-on dans la note signée par Elliot Ohin, le 2e vice-président du parti.

La Convergence patriotique panafricaine (CPP) condamne aussi et réprouve ce qu'elle considère comme un acte criminel « qui vient endeuiller » le Togo.

Selon le président du parti Adrien Béliko Akouete, la CPP « apporte son indéfectible soutien aux forces de défense et de sécurité, présente ses condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux valeureux soldats blessés dans cette attaque terroriste ».

L'Union pour la République (UNIR) « condamne fermement l'attaque terroriste du poste avancé du dispositif de l'opération Koundjouré situé dans la localité de Kpékpakandi ». Le parti du chef de l'État, Faure Gnassingbé qualifie cet acte de barbare et d'inhumain et renouvelle tout son soutien et ses encouragements aux forces de défense et de sécurité.

Le parti au pouvoir « salue également la mémoire des valeureux militaires mort au combat pour protéger la patrie » et exprime ses vives condoléances aux familles éplorées tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés.

Saluant les efforts du Chef de l'État et de son gouvernement dans la préservation et l'intégrité territoriale, la sécurité et la protection des citoyens sans distinction dans toutes les localités du pays, UNIR « exhorte les togolais et Togolaises à redoubler de vigilance et resserrer les rangs autour de des forces de défense et de sécurité pour le maintien de la paix au Togo ».

**Appel au gouvernement et à la**



**population**

Les Forces démocratiques pour la République (FDR) aussi condamne une attaque lâche et barbare menée par des gens sans foi ni loi. Le parti de Paul Dodji Apevon « exhorte le gouvernement à prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour protéger le pays contre ce fléau ».

« Le parti FDR demande en outre au gouvernement de créer les conditions de solidarité et de mobilisation nationales pour mettre hors d'état de nuire ces groupes armés, en recherchant des solutions appropriées aux diverses frustrations et en accentuant la lutte contre la pauvreté qui constitue un terreau fertile pour le terrorisme et l'extrémisme », lit-on dans le communiqué.

Les FDR ont quand-même présenté leurs sincères condoléances aux familles des militaires morts au front pour la défense de la patrie et souhaité un prompt rétablissement aux blessés.

Le Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD) condamne lui aussi cette attaque qui a coûté la vie aux vaillants soldats, « rallongeant ainsi la liste des Togolais tombés dans le cadre de la Mission de défense de notre pays et sur d'autres théâtres en l'occurrence celui des Nations unies pour la stabilisation au Mali »..

« Ces soldats sont morts en en défendant notre patrie, en la préservant de toutes velléités déstabilisatrices d'où qu'elles viennent, prêts au sacrifice suprême. La nation entière sait mesurer le degré et le poids d'un tel sacrifice », écrit Me Mohamed Tchassona-Traoré qui s'incline devant ce sacrifice et devant la douleur des familles et des frères d'armes des soldats tués.

Par ailleurs, le parti dit croire que le gouvernement saura rendre aux martyrs, « un hommage à la taille de leur sacrifice, et réitère sa demande au gouvernement de prendre en charge, jusqu'à leur majorité, l'éducation et l'installation des enfants de tous les soldats tués au combat ».

« Car s'ils sont morts pour la nation et pour la sécurité, la paix et la stabilité dans la sous-région menacée par le terrorisme », soutient Me Tchassona-Traoré. Ce dernier appelle les populations togolaises à doubler de vigilance avec ses attaques à répétition et à participer, grâce à leur collaboration avec les forces de défense et de sécurité, à l'effort collectif d'éradication de la menace terroriste.

Pour sa part, le Nouvel Engagement Togolais (NET) a également condamné l'attaque. Dans son communiqué, le parti de Gerry Taama rappelle qu'en pareilles circonstances, seule l'unité nationale constitue un rempart solide contre les actions de ces groupes obscurantistes qui ne cherchent qu'à semer le chaos et la désolation.

Le parti a donc invité « l'ensemble de la population à poursuivre la collaboration avec les forces de défense et de sécurité ».

« Le NET encourage aussi le gouvernement à poursuivre la montée en puissance en équipement et en personnel dans la zone », a écrit Gerry Taama, ex-officier des FAT.

Les forces de défense et de sécurité du Togo ont essuyé dans la nuit de mardi 10 au mercredi 11 mai 2022 une attaque djihadistes dans la localité de Kpékpakandi (canton de Koundjouré).

Selon le gouvernement, l'attaque terroriste a fait 8 morts dans le rang des soldats togolais. On déplore également 13 blessés, 01 véhicule blindé type Mamba et une jeep brûlés. Les assaillants auraient réussi également à emporter une armée d'appui type 12.7

**Union sacrée rare entre ministres togolais et acteurs politiques dans la condamnation**

« Condamnation et appels croisés ». Ce sont les maîtres-mots qui transparaissent dans les réactions de la classe politique togolaise après l'assaut meurtrier de Kpékpakandi le 11 mai au Togo. Ministres et politiques togolais font montre d'un patrio-

tisme et d'un chauvinisme si rares à l'échelle de la classe politique de la République du Togo.

« Nous saluons avec dévotion la mémoire de nos martyrs tombés au champ d'honneur le mercredi 11 mai à Kpékpakandi, alors qu'ils accomplissaient leur mission. Leur sacrifice ne sera pas vain ! Toutes nos pensées vont vers leurs familles et leurs proches. Nous souhaitons prompt rétablissement aux blessés. Gloire aux Forces Armées Togolaises », a compatie le Ministère des Armées, fait sa sortie Dans le même élan, le ministre D. Yark (Ministre de la Sécurité et de la Protection civile) a apporté un important réconfort moral aux familles des soldats togolais touchés par les corollaires de l'incursion djihadiste du 11 mai. « Aujourd'hui, je pense à nos braves héros fauchés par cette tragédie et à la douleur de leurs familles et proches. Les mots manquent pour exprimer la peine, l'émotion. Sincères condoléances aux familles, amis, collègues des victimes et mes vœux de rétablissement aux blessés », a tweeté ce 12 mai le Général Yark. « Nous ne pouvons que mesurer l'importance de rester solidaires. J'appelle la population à une vigilance accrue et j'invite toute personne à collaborer avec les Forces de défense et de sécurité pour préserver la paix, la sécurité et l'intégrité de notre territoire », a rajouté le ministre togolais de la Sécurité.

**Pour une fois, les partis politiques unanimes autour d'une cause nationale**

Actuel chef de file de l'Opposition togolaise, l'UFC a aussi condamné « un acte barbare, apporte son soutien aux FDS, et invite les Togolais à œuvrer pour la pérennisation de la paix ».

« En plus des 8 personnes décédées, le Gouvernement annonce que 13 autres sont blessées dans l'attaque terroriste au nord du Togo. J'exprime toute ma compassion aux blessés et je leur souhaite un prompt rétablissement », a réagi de son côté Nathaniel Olympio (Président ad intérim du Parti des Togolais).

Après avoir exprimé sa « douleur grande » suite aux événements douloureux de Kpékpakandi, la DMK estime que « nous devons faire un sursaut républicain sans précédent pour faire bloc commun contre un ennemi (...) Il faut revoir la qualité du matériel militaire et surtout aérien des Armées togolaises (...) Les Togolais doivent transcender leurs divergences pour parler d'une seule voix », a clamé ce regroupement de partis et d'OSC qui continue de contester les résultats de la présidentielle de 2020.

**A.I.**

ÉLIMINATOIRES DE LA CAN 2023

La pré-liste de Paulo Duarte

Une pré-liste de 54 joueurs a été dévoilée, ce mardi 17 mai 2022, par le technicien portugais Paulo Duarte en vue des matchs contre l'Esuatini et le Cap-Vert. Un mélange d'habitues de la sélection séniore, des U23 et U20 font partie de cette liste de 54 joueurs présélectionnés. Par ailleurs, la liste définitive sera dévoilée ce jeudi 19 mai prochain, au cours d'une conférence de presse.



Liste des présélectionnés :

**Gardiens :** Abdoul Moubarak Aigba (Chabab Mohammedia, Maroc), Malcolm Barcola (Lyon, France), Steven Mensah (Hambourg, Allemagne), Atissou Paroussie (ASCK), Youssouf Morou (Dyto)  
**Défenseurs :** Abdoul Bode (ASCK), Koffi Ayivi (Gomido), Benjamin Hollete (ASCK), Dakonam Djene (Getafe, Espagne), Emmanuel Hackman (Gil Vicente, Portugal), Frédéric Ananou (Paderborn, Allemagne), Kangnivi Ama Tchoutchou (FC Nouadhibou, Mauritanie), Kevin Boma (Angers, France), Kennedy Boateng (Santa Clara, Portugal), Klousshe Agbozo (Abu Salem, Libye), Loïc Bessile (Charle-

roi, Belgique), Mathieu Dotse (Dyto), Mawouna Amevor (FC Eindhoven, Pays-Bas), Aboudou-Moutalebi Ouro-Wetchire (Dyto), Steven Nador (Spal, Italie), Youssifou Atte (Legon Cities, Ghana)

**Milieux :** Alaixys Romao (Ionikos, Grèce), Jérémie Akakpo (Unisport), Dikeni Salifou (Augsburg, Allemagne), Floyd Ayité (Valenciennes, France), Gnama Akate (Al Naft, Iraq), Franco Atchou (Erbil, Iraq), Karim Dermene (Feyenoord, Pays-Bas), Malik Djibril (Vicenza, Italie), Marouf Tchakei (AS Vita Club, RD Congo), Komi Agbeko (Eclair Foot), Roger Aholou (US Monastir, Tunisie), Samsondin Ouro (NS Mura, Sloveenie), Samuel Asamoah (U Craiova, Roumanie), Jarry Ahoro (AS Togo Port)

**Attaquants :** Yao Allah (JCA), David Henen (KV Kortrijk, Belgique), Enzo Dovlo (Illkirch Graffenstaden, France), Etienne Amenyido (St Pauli, Allemagne), Kossi Adetou (Negeri Sembilan, Malaisie), Ismail Ouro-Agoro (Saint George, Ethiopie), Guillaume Yenoussi (FC Haguenau, France), Junior Akakpo (Entente II), Justin Yere (Dyto), Kevin Denkey (Cercle Bruges, Belgique), Kodjo Laba (Al Ain, Emirats arabes unis), Nadir Ayeva (Orebro Syrianska, Suède), Euloge Placca (Al Tadamon, Koweït), Richard Nane (Hafia, Guinée), Serge Nyuiadzi (Ordabasy, Kazakhstan), Tawfik Moukaila (Gbohloe-Su), Thibault Klidje (Girondins de Bordeaux, France).

ACCÈS DES POPULATIONS AUX SOINS  
2 700 villages ont accès aux cliniques mobiles

Une meilleure prise en charge est proposée aux populations, avec des coûts raisonnables, le plus souvent à la portée des ménages pauvres. Durant plus de 15 ans, des programmes se sont succédé, en l'occurrence les cliniques mobiles qui ont accru l'accès des habitants aux soins.

En février 2019, 05 cliniques mobiles équipées avaient été installées, à proportion d'une par région. Elles facilitent l'accès aux soins pour des personnes éloignées des structures sanitaires classiques. Les cliniques interviennent pour des prises en charge immédiates.

Ménages couverts

Les mini hôpitaux installés servent près de 2 700 villages des zones reculées avec 2,5 millions de patients potentiels ciblés pour 276 000 consultations annuelles. Ces cliniques déplaçables sont dotées des véhicules qui servent d'appui, d'un laboratoire fonctionnel et d'une pharmacie.

Perspectives

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé projette de faire installer 05 cliniques mobiles par région à l'horizon 2025. Au total, 25 mini hôpitaux seront à la disposition des communautés préalablement moins touchées par les interventions sanitaires. Parallèlement à cette ambition, le pays compte mettre en place une banque de sang dans chaque région afin de remédier à la pénurie de sang pour les transfusions. Le président table sur la construction d'une dizaine

de centres de santé mère-enfant et de 100 centres médicaux sociaux. L'assurance maladie sera généralisée. Sans oublier la réhabilitation des centres de santé communautaires existants ; la construction et l'équipement d'un centre de lutte contre le cancer ; le renforcement du dépistage et du traitement des maladies non transmissibles.

Prise en charge inclusive

Pour 2022, 91,7 milliards de francs CFA sont dédiés au système sanitaire. Aujourd'hui, près de 30% des accouchements sont assistés par un personnel qualifié. 18 institutions publiques forment le personnel. En 2021, 70 000 femmes enceintes ont été aidées par « Wezou ».

De 2017 à janvier 2022, School Assur a réalisé 2 796 111 prises en charge d'écoliers et élèves de plus de 6 000 établissements d'enseignement public. De 209 243 en 2012, le nombre de bénéficiaires de la couverture santé offerte par l'Inam est allé à 426 866 en 2022.

La qualité, la proximité et l'accessibilité des soins de santé demeurent des critères qui guident toujours l'action gouvernementale.

SECTEUR AGRICOLE

Les agriculteurs divisés sur le prix des engrais

Dur, dur pour l'opinion agricole au Togo de digérer le nouveau prix du sac de 50 Kg d'engrais NPK 15 15 15 et de l'urée 46% fixé à 18000F contre 12.500F. CFA auparavant, soit une hausse de 44%.

Les avis sont partagés, les agriculteurs sont divisés et la plupart en appelle au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, d'intervenir pour ramener le curseur un peu à la hauteur des prix fixés dans les pays voisins (Bénin, Mali etc.)

« Bravo au gouvernement pour l'intérêt porté à l'endroit des producteurs agricoles. Malgré qu'au Bénin à côté, le prix est fixé à 14000F.CFA, notre souhait en tant que producteur, est la disponibilité en temps réel et en quantité suffisante », se félicite un exploitant agricole à Tchamba (région centrale).

« Quel que soit le prix nous allons acheter pour une bonne production. Le gouvernement en subventionnant, a joué sa partition. Pour permettre aux producteurs d'améliorer leur situation de vie, il faut les aider à bien vendre leur production », ajoute-t-il.

Un spécialiste des questions agricoles précise qu'actuellement, l'Etat togolais achète l'engrais à environ 30.000F CFA pour le revendre à 18.000F donc c'est une forte subvention et il n'y en a pas.

Il salue la décision du gouvernement et invite le monde agricole à faire preuve de diligence sur les prix officiels communiqués.

Par contre, certains producteurs adoptent une position extrême et demandent purement et simplement au gouvernement de revoir sa copie.

« Ces nouveaux prix sont toujours très élevés pour les agriculteurs qui n'arrivaient même pas à avoir par le passé 3 à 5 sacs de NPK pour ses champs quand bien même le prix était à 12500 F.CFA. Pareil pour les sacs d'urée 2 à 3 sacs selon les cultures et par hectare. Il faut une vraie subvention », lance un exploitant agricole de la région des Plateaux.

« C'est vrai que le prix de l'engrais au niveau mondial a grimpé et nous sommes conscients. Le Togo n'est pas le seul pays impacté par cette crise et nous savons ce qui se passe actuellement dans les pays voisins. Comment peut-on parler de la promotion de l'agriculture si on ne peut pas faire un minimum de sacrifice pour ce secteur ? », questionnent d'autres producteurs interrogés.

Parlant de la subvention d'autres de la sous-région, le Bénin pour cette campagne agricole 2022-2023 a subventionné les engrais toutes catégories confondues avec un prix fixé à 14000F.CFA, le Mali fixe le prix de l'engrais minéral à 12 500 F.CFA et l'engrais organique à 10 500 F.CFA le sac de 50 kg.

(re)lire : 50 Kg de NPK ; Urée à 14.000 F.CFA

« Si le Mali qui est sous embargo fixe le prix à 12500 F.CFA, le Benin à 14000 F.CFA, pourquoi nous on le fixe à 18000 F.CFA ? On doit avoir honte », lâche un producteur sans retenue.

Par ailleurs, les plus modérés reprochent au gouvernement le retard dans l'annonce du prix officiel et soulignent qu'ils n'ont d'ailleurs pas le

choix même s'ils ne sont pas d'accord. « S'il y a quand même la disponibilité, on a plus d'autres choix vu que le prix est déjà fixé. Tous ce que nous dirons ne changera absolument rien et rien du tout. Au sud, on est déjà engagé dans la campagne et on n'attend que les engrais. Même si l'annonce est difficile à digérer, nous n'avons plus aucun choix sinon on risque de tout perdre », relate Koudjo, producteur de maïs dans la région Maritime.

Les incidences

Certains analystes alertent déjà que cette hausse de prix des engrais entraînera inexorablement la réduction des rendements et aussi la réduction des surfaces, car sans engrais à un



prix accessible, les producteurs ne pourront pas s'en sortir, ce qui va engendrer une hausse des prix des produits agricoles dans l'avenir.

« L'engrais à 18 000F, c'est inquiétant. Les populations doivent s'attendre que le prix du bol de maïs (2,5kg) devrait coûter plus de 1000F à la récolte », avancent-ils.

(re)lire : Nettoyage et premiers semis Un grand exploitant agricole à Sokodé fait savoir que c'est le prix des engrais qui détermine les superficies à emblaver et maintenant que tout est clair, la décision serait facile à prendre pour la saison.

Certains vont plus loin en prédisant qu'il n'y aura pas beaucoup de production pour le maïs cette année relevant que le petit producteur serait obligé d'aller vers les cultures qui ne nécessitent pas de l'engrais comme le soja, le sorgho etc.

Privilégier l'utilisation des composts

Pour amortir le choc de cette hausse de prix des engrais, certains acteurs de la chaîne pensent qu'il faut encourager les producteurs à diminuer les superficies et prioriser l'association des cultures avec les légumi-

neuses en associant la fumure organique.

« Nous mettons déjà le paquet sur la sensibilisation pour l'utilisation des composts. C'est beaucoup plus avantageux et même cela aidera le sol à se régénérer. Le moment est venu d'aller beaucoup plus vers l'utilisation des fumures organiques ou carrément des composts », insiste Basile Douli, coordinateur régional des organisations paysannes et des producteurs des Savanes.

(re)lire : Ces femmes, 'maman-compost' des Savanes

Selon un calcul rapide fait par un producteur de compost des Savanes, 2 sacs d'engrais font 36000F contre 45000 F pour une tonne de compost. Il invite les coopératives de la région à opter pour les composts car les résultats attendus sont non seulement les mêmes maïs, on fait des économies.

In fine, le gouvernement togolais a certes fait l'effort de subventionner les engrais en fonction de ses capacités face aux coûts prohibitifs du produit sur le marché international, mais en réalité, le prix fixé au niveau

national est loin de faciliter la tâche à l'agriculteur

Les engrais restent subventionnés au Togo. Par communiqué, Antoine Lekpa Gbegbeni, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural fixe à 18.000 FCFA, le sac de 50Kg du NPK 15 15 15 et de l'Urée 46% N.

Bien que le prix des engrais flambe sur le marché international, le gouvernement décide à nouveau de le subventionner.

Ainsi, pour permettre aux agriculteurs de disposer de quoi entretenir leurs semences, le gouvernement a donc mobilisé une importante quantité d'engrais vivriers dans les magasins de la CAGIA et fixé le prix de vente.

« Le gouvernement togolais a une fois encore fortement subventionné le prix de ventes des engrais et a fixé à 18.000 FCFA le prix du sac de 50Kg de NPK 15 15 15 et de l'Urée 46% N », a indiqué M. Gbégbeni à travers un communiqué.

Rappelant que des dispositions sont prises au niveau des magasins de la CAGIA pour assurer une gestion sécurisée de ces engrais et le ministre de l'Agriculture appelle au respect des mesures en vigueur.

**Le Magnan Libéré**  
 Hebdomadaire Togoais Satirique d'Informations et d'Analyses

**SOUTIEN LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LE CORONAVIRUS**



## TOGOCOM lance ses nouvelles offres Fibre avec plus de puissance

**Lomé (Togo), 10 Mai 2022** – TOGOCOM, l'opérateur Telecom qui avance pour vous, lance de nouvelles offres Internet fixes par la Fibre Optique désormais accessibles au plus grand nombre pour le plus grand bonheur de tous ses clients.

Togocom a été reconnu par Speedtest® by Ookla® comme ayant le réseau le plus étendu et le plus rapide du pays et c'est le seul opérateur télécoms au Togo à avoir déployé la Fibre en régions depuis Octobre 2021.

A travers ces nouvelles offres, TOGOCOM répond aux différents besoins d'accès à l'Internet Haut Débit et Très Haut Débit. La puissance de la Fibre Togocom est à la portée de tous dans les villes de Lomé, Aného, Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara, Dapaong et à Cinkassé. Tous les usages se font désormais avec puissance : vidéos en streaming, lives, réunions en ligne, partages de données et tous les téléchargements sont presque instantanés !

Les offres Fibre Togocom sont revues avec l'introduction d'une offre grand public de 10 Mbps à 15 000 FCFA, l'augmentation du débit des offres existantes et la disponibilité d'offres fibre de 200 Mbps et de 300 Mbps de vitesse pour les clients plus exigeants en matière de performance.

### Offres Fibre disponibles :

#### Pour tous :

- **Silver** : jusqu'à 10 Mbps (nouveau) – 15.000F/mois
- **Gold** : jusqu'à 25 Mbps – 25.000F/mois
- **Platinum** : jusqu'à 60 Mbps (nouveau) – 30.000F/mois

#### Pour tous les Professionnels :

- **Pro Small** : jusqu'à 80 Mbps (nouveau) – 55.000F/mois
- **Pro** : jusqu'à 100 Mbps – 75.000F/mois

#### Pour les Entreprises :

- **Pro Plus** : jusqu'à 200 Mbps (nouveau) – 125.000F/mois
- **Pro Cyber** : jusqu'à 300 Mbps (nouveau) – 200.000F/mois

**Frais d'accès toute offre confondue : 25.000F CFA**

Ainsi pour chaque profil client, qu'il soit un particulier, un professionnel ou une entreprise, la puissance de la fibre répond et s'adapte désormais à chaque besoin suivant les usages et les exigences en matière de solution de communication électronique.

Au-delà du confort d'utilisation qu'elle apporte, la Fibre Togocom est essentielle à notre pays comme vecteur économique, social ou éducatif qui lie chaque acteur sur le territoire national.

Offrir à tous, un accès égalitaire à la technologie numérique et aux innovations d'aujourd'hui et de demain : telle est l'une des missions prioritaires de TOGOCOM qui s'investit, chaque jour, pour apporter et rendre plus accessibles les meilleures solutions à l'ensemble de la population togolaise sur l'ensemble du territoire national.

Pour **Sémé K. AMEDON, Senior Manager Marketing & Business Solutions** « TOGOCOM est le premier opérateur au Togo à proposer la fibre optique jusque chez l'abonné dans huit villes en régions. En dehors de Lomé, la Fibre Togocom est aujourd'hui disponible dans les villes de l'intérieur à Cinkassé, Dapaong, Kara, Sokodé, Kpalimé, Atakpamé, Tsévié et Aného. Après cette grande avancée dans le processus de transformation digitale du Togo, les nouvelles offres viennent à point nommé avec plus d'accessibilité et plus de puissance pour répondre plus efficacement à chaque besoin en fonction des usages et exigences de chaque profil client qu'il soit particulier, professionnel ou entreprise. »



TOGOCOM est le leader du marché des télécoms au service de l'ensemble des Togolais, partout sur le territoire national. Le Groupe est le fruit du regroupement en 2017, des activités de Togo Telecom, l'opérateur historique national de la téléphonie fixe au Togo, et de Togo Cellulaire (Togocel), l'opérateur de la téléphonie mobile. Dans le sens de son ambition d'acteur télécoms incontournable de sa région, Togocom lance en 2021 le 1er réseau 5G d'Afrique de l'Ouest.

Place de la Réconciliation – (Quartier Atchanté)  
Boîte postale : 333 – Lomé – Togo

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

Téléphone : +228 22 53 44 01  
E-mail : spdgtg@togotelecom.tg  
Site web : togocom.tg

Souscris à ton Forfait Net  
et tente de gagner  
**1.000.000F**  
et plein d'autres cadeaux !



**NET  
GAGNANT**

**\*909\* 2#**

**4G+**

Souscris à un forfait net d'au moins 350F pour être éligible au tirage  
Jeu valable jusqu'au 15 juillet 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

